

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Irak

N° 528 du 22.04.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war-over-blog.com

c) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

d) Sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

e) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

f) et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à part :

Gilles Munier : Sale temps pour les Américains à Bagdad.

Point de vue

1-1 Hassan Hamade Annan : Génocide en Irak et Paix en Syrie ?

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

2-1 [Les militaires, drogués comme des cyclistes ?](#)

2-2 Julie Lévesque : L'armée des États-Unis entre dans la clandestinité.

3 Les Brèves

3-1 Belga : Bagdad accuse des pays arabes de faciliter le terrorisme en Irak.

4-1 Gilles Munier : Tarek Aziz et la mort lente des prisonniers politiques irakiens.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

5-1 [John Pilger : Il est temps que nous reconnaissons la criminalité du gouvernement de Blair.](#)

6 Annexe

6-1 L'ex geôlière bourreau d'Abou Ghraïb ne regrette pas ses actes

6-2 Glen FORD : Guerres impérialistes: le pays du goulag levant (USA) et la France arrogants dans la défaite

Tiré à part :

Gilles Munier : Sale temps pour les Américains à Bagdad.

La « guerre annoncée » contre l'Irak et « l'axe chiite » oblige Nouri al-Maliki à se débarrasser du maximum de « contractors », ces mercenaires occidentaux qui pullulent en Irak, et de surveiller les déplacements des agents de sécurité de l'ambassade US.

Plusieurs dizaines de milliers de « contractors » – mercenaires – américains ou étrangers, employés par des sociétés militaires privées (SMP), détestés par la population, sont toujours en Irak. Fin 2011, avant le départ du gros des troupes d'occupation étasuniennes, leur nombre était supérieur à celui des GI's.

Nouri Al-Maliki qui peut difficilement se passer d'eux en matière de sécurité et de défense, craint à juste titre qu'ils participent à la déstabilisation de son régime en cas de bombardements de centres nucléaires

iraniens par Israël, d'intervention étrangère armée en Syrie, ou d'attaque généralisée de « l'axe chiite » par l'Otan. Le temps où les « contractors » roulaient des mécaniques, au-dessus des lois, est donc révolu. Ils sont plus que jamais dans la ligne de mire des services secrets irakiens et iraniens qui guettent la moindre incartade de leur part pour les faire expulser, et qui n'hésiteront pas à les interner si l'Iran est attaqué.

Dès la semaine précédent le départ des GI's, Ahmad, le tout-puissant fils de Nouri al-Maliki, a expulsé de la Zone verte des sociétés étrangères et les mercenaires qui s'y trouvaient et en a profité pour placer des chars près du domicile des opposants sunnites proaméricains. Les responsables des check points ont l'ordre de vérifier scrupuleusement les identités, la validité des visas, les autorisations de déplacement et de port d'armes des étrangers.

Finis les passe-droits

Début décembre, une équipe de mercenaires de la SMP Triple Canopy, liée par contrat au Département d'Etat étasunien, a été arrêtée sur la route de Taji.

Ils ont été détenus 18 jours dans des conditions exécrables pour eux - nourriture servie sur le sol crasseux de leur cellule, riz plein d'insectes – ... mais de loin préférables à celles réservées aux opposants irakiens. Mark Fisher, un ancien sergent fidjien, arrêté avec deux Américain et douze Irakiens, a accusé ses geôliers de « tortures mentales »... et leur a reproché d'avoir dû passer Noël en prison. Il a fallu l'intervention du congressiste républicain américain

Peter King pour les libérer.

Début janvier, une centaine de « contractors » a été retenue pendant quelques jours à l'aéroport de Bagdad dans des cellules de la police des frontières.

Certains faisaient partie de la sécurité de l'ambassade des Etats-Unis. Pour ne pas dramatiser la situation, James Jeffrey, l'ambassadeur, a parlé d'«

ennuis » à porter au compte du « manque d'expérience » des fonctionnaires irakiens, des « lenteurs bureaucratiques ». Pour Latif Rashid, conseiller du président de la République irakienne, les étrangers débarquant à Bagdad sont dans des conditions semblables à celles d'un Irakien se rendant aux Etats-Unis dans le cadre de son travail. Finis les passe-droits !

Tuez-les, sans sommation

Le 16 janvier dernier, quatre officiers américains, dont deux femmes, travaillant à l'ambassade qui effectuaient, selon eux, une patrouille de routine dans une BMW bourrée d'armes, ont été arrêtés près du domicile de Saleh Abdul Razzak, gouverneur de Bagdad, membre important du parti Dawa. Celui-ci les accuse d'avoir cherché à l'assassiner. Il exige désormais que les agents de sécurité US soient accompagnés par des policiers irakiens dans leurs déplacements. Sinon, il autorise les forces de l'ordre à les tuer... sans sommation ! Moqtada al-Sadr lui a apporté son soutien et appelé ses partisans à surveiller les étrangers. Le leader chiite estime que de nombreux assassinats inexplicables sont l'œuvre des services secrets américains. Les arrestations d'« agents américains » étant bien vues de l'opinion publique, le ministère de l'Intérieur – dont Maliki assure l'intérim depuis les dernières législatives – accuse maintenant les sociétés de militaires privées étrangères de « porter atteinte à la sécurité de l'Etat », voire de servir de couverture au Mossad. C'est loin d'être une découverte ! Le 1er février, sur Al-Manar, la chaîne du Hezbollah libanais, plusieurs dirigeants chiites irakiens, ayant servi l'occupation sans broncher, abondent dans ce sens pour se refaire une virginité à bon compte (1).

(1) Reportage vidéo de Al-Manar « Irak: Le Mossad israélien dans les sociétés sécuritaires »

Gilles Munier (Afrique Asie – mars 2012)

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?cid=20&eid=48439&fromval=1>

Point de vue

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

1-1 Hassan Hamade Annan : Génocide en Iraq et Paix en Syrie ?

L'ancien secrétaire général des Nations-Unies (1997-2006) et Prix Nobel de la Paix (2001), Kofi Annan, a été chargé par son successeur Ban Ki-Moon et par son homologue de la Ligue arabe, Nabil el-Arabi, de négocier une solution pacifique à la crise syrienne. Mais, Monsieur Annan est-il la personne la mieux

placée pour cela ? Considérant sa responsabilité éminente dans le génocide de plus d'un demi-million d'enfants irakiens, Hassan Hamade en doute.

Réseau Voltaire | Beyrouth (Liban) | 22 mars 2012

Monsieur Annan,

« *L'Homme blanc a élevé à des hauteurs jamais atteintes la Civilisation du mensonge.* »

Je suppose que vous connaissez cette citation d'un grand intellectuel et historien réunionnais, Jean-Charles Angrand. Elle figure dans une lettre adressée par ce dernier il y a de cela un an et demi au professeur Jean Ziegler, alors coordinateur de la Commission des Nations unies chargée de la lutte contre la faim et pour le droit à l'alimentation.

Vous n'êtes pas sans savoir que les États-Unis opposent un refus catégorique à l'idée de faire figurer le droit à l'alimentation dans le cadre global des droits de l'Homme malgré le fait que ceux-ci ne sont jamais respectés dans le monde surtout par la puissance qui ne cesse d'en brandir l'étendard [1]

C'est sur ce point que Jean-Charles Angrand a voulu insister pour clarifier le débat sur les problèmes politiques comme sur les problèmes économiques et sociaux, surtout que l'une des armes de destruction massive les plus utilisées est l'arme de la faim et de la malnutrition [2]. Quant aux slogans sans cesse répétés en la matière, ils ne servent que pour la propagande. N'est-ce pas Winston Churchill qui a dit : « *Pour être protégés, les grands projets ont besoin de sentinelles en mensonges* » ?...

Je pense, Monsieur, que cette citation vous rappelle quelque chose, même beaucoup de choses... à commencer par la tragédie irakienne favorisée par un flux continu de mensonges pour justifier la guerre et entretenir le blocus contre ce berceau de la Civilisation humaine. Le Comité des sanctions chargé d'appliquer le Programme « *pétrole contre nourriture* » – titre, en soit, sommet de cynisme et de sadisme humain – qui agissait sous votre autorité, a mis en marche un génocide, dans le vrai sens du mot, selon la qualification donnée à cette action par Marc Bossuyt, alors président de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies [3] et grand professeur en Droit international. En effet, pendant votre premier mandat comme secrétaire général des Nations unies (1er janvier 1997-31 décembre 2000) le nombre des bébés irakiens tués par les sanctions, parce que privés de nourriture, de médicaments et de traitements médicaux adaptés, s'est élevé à plus de 550 000 enfants en bas âge. Il va sans dire que le « *compteur* » macabre s'était arrêté en l'an 2000, mais les tueries continuaient à travers le « *Programme* » qui s'est effondré au mois de mars 2003 avec l'invasion terrestre de l'Irak par la coalition anglo-saxonne et ses alliés.

Nous évoquons seulement le carnage des enfants et des bébés en laissant de côté les autres catégories de la population qui ont subi pratiquement le même sort. Mais l'histoire de votre Comité de sanctions et sa responsabilité dans ce génocide mérite bien d'être mise un peu en relief d'autant plus qu'on vous charge dès à présent de régler d'autres dossiers, non moins épineux, qui pourraient concerner directement la stratégie sanguinaire de l'Empire. Franchement, Monsieur Annan, votre nom à lui seul est devenu indissociable de cette tragédie qui n'a pas encore été prise en charge par la Justice internationale adaptée. En évoquant ces meurtres en masse, Jean Ziegler ainsi que Hans-Christophe von Sponeck (ce dernier a dirigé à partir de Bagdad le Programme « *pétrole contre nourriture* ») s'accordent à considérer que .. « *graduellement, à partir de 1996, le programme pétrole contre nourriture fut détourné de sa mission et servit d'arme de punition collective de la population fondée sur la privation de nourriture et de médicaments* »..... et ce en contradiction flagrante avec la structure même du Programme telle que définie par le Conseil de sécurité, bien que la structure en elle-même est une aberration humaine, voire même une honte.

Des escrocs à la tête du « Programme »

Monsieur Annan, vous étiez au courant de toutes les pratiques et les malversations qui se déroulaient dans les différentes instances du « Programme » à commencer par le Bureau de ce « Programme » chargé d'examiner les demandes présentées par les entreprises qui aspiraient à décrocher des contrats. Le directeur de ce bureau vous l'avez-vous-même nommé à son poste, à la demande des États-Unis, malgré les suspicions qui l'entouraient. D'ailleurs il a fini par être inculpé par le District Court de New-York avant de se retirer à Chypre « *où il coule des jours heureux* » selon l'expression de Jean Ziegler. Il était votre protégé, Monsieur Annan. Vous lui avez assuré la couverture nécessaire pour le déploiement de ses minables talents. En même temps, vous vous absteniez à protéger le « Programme », ce qui aggravait les exactions de sorte que dans le monde entier on comparait cette machine infernale aux administrations les plus corrompues de la planète. Tout ça sur le dos du pauvre peuple irakien à qui on

administrait des protocoles de destruction systématique. Il suffit de donner deux ou trois exemples des crimes perpétrés par cette administration à la tête de laquelle vous déployiez vos dons de faux sage africain.

Votre Comité de sanctions, animé par un code de conduite visant à rendre aux irakiens la vie infernale, se surpassait dans l'invention de méthodes, plus cruelles les unes que les autres, afin de remplir sa tâche diabolique. Par exemple le Comité refusait catégoriquement de permettre aux hôpitaux irakiens d'acquérir les machines de dialyse indispensables pour des milliers de patients. Un jour le représentant de l'OMS à Bagdad, Dr Ghoulam Rabbani Papal, passe une commande urgente à la représentation du « Programme » à Bagdad pour l'acquisition de 31 machines de dialyse. Cette demande fut immédiatement transmise à New-York au Comité des sanctions où, comme dans les films d'horreur, ont disparues les traces de cette commande. Il a fallu réitérer la même demande, avec un temps d'attente de plusieurs mois avant de recevoir une réponse. Ce n'est qu'après maintes interventions que le Comité a fini par donner son accord mais pour 11 machines seulement !!!... et l'histoire ne s'arrête pas là car ces 11 machines une fois livrées se sont trouvées bloquées au poste frontière jordano-irakien, par une décision anonyme. Il a fallu deux années de démarches acharnées pour pouvoir les libérer. Il va sans dire qu'entre-temps le nombre des patients irakiens qui périrent, femmes, enfants, vieillards etc...., dépassait tous les décomptes imaginables. C'était en l'an 2000.

Monsieur Annan, comment avez-vous accepté qu'une cruauté pareille soit commise sous votre autorité ?... mutisme total de votre part. Avez-vous entendu parler d'un crime qui s'appelle non-assistance à personne en danger, vous qui êtes supposé ne pas ignorer la loi... ?

Silence, on torture !

En 1999, alors que le corps médical irakien parvenait à faire des miracles compte-tenu de l'extrême privation qui le frappait, la directrice de l'UNICEF, Carol Bellamy formulait une demande expresse pour l'importation d'ampoules nécessaires à l'alimentation intra veineuse des nourrissons et des enfants en bas-âge gravement sous-alimentés. Après une longue période d'attente, le verdict du Comité des sanctions tombe et c'est le refus catégorique. Elle s'est même adressée personnellement au Conseil de sécurité mais en vain !... Ainsi votre machine infernale, monsieur Annan, a réussi une formidable performance en matière de respect de l'être humain. Est-ce que vous réalisez bien que vous vous êtes abstenus d'apporter une assistance à bébés en danger... ? Pourtant Monsieur Annan, vous ne cessez de cultiver votre image de marque, d'homme intègre, de sage africain, soucieux des droits de l'homme et de la paix dans le monde.

Depuis cette demande de l'UNICEF, le décompte macabre des enfants martyrs s'est arrêté, mais la tuerie continuait son avancée. Et en même temps vous vous êtes accroché à votre poste avec une allure de respectabilité et de calme.

Les pratiques de votre Comité de sanctions à l'égard de l'ensemble de la population irakienne ressemblent davantage à d'interminables séances de tortures. Vous en étiez témoin, Monsieur Annan, et le monde n'a eu aucun écho d'une quelconque manifestation de votre conscience d'homme de paix et de droit.

Je ne veux pas m'attarder, ni à raconter comment votre Comité de sanctions a empêché la fourniture de machines adaptées nécessaires à la remise en marche des stations d'épuration de l'eau potable du Tigre, de l'Euphrate et de Shatt-al-Arab, ni à expliquer comment l'Irak à cause de cela est passé parmi les premiers pays au monde dont la population souffre de maladies chroniques dues à la pollution de l'eau, ni comment votre Commission refusait toutes les demandes et suppliques des hôpitaux irakiens pour l'obtention des climatiseurs nécessaires pour conserver au frais les médicaments dans un pays où la température peut dépasser les 45° durant plusieurs mois.

Ce sont juste quelques petits exemples d'une panoplie d'actions concertées visant à ramener à l'âge de pierre un pays comme l'Irak et Dieu sait ce qu'est l'Irak.

« *Ce qui se passe en Irak est bel et bien un génocide* » s'est exprimé à haute voix Marc Bossuyt sans que ce cri alarmant et culpabilisant n'atteigne vos oreilles, Monsieur Annan. Tout comme les multiples protestations de cet homme honnête qu'est Denis Hallyday, le coordinateur du « Programme » à Bagdad, qui s'est trouvé contraint de vous jeter en pleine figure sa démission et a quitté les Nations Unies....

Tout comme les protestations de son successeur au même poste, le très honorable Hans Christophe von Sponeck, éponyme de l'honnêteté et du dévouement qui a été empêché d'expliquer de vive voix devant le Conseil de sécurité, les réalités de la situation et du génocide qui se déroulait. Au lieu d'avoir le

minimum d'honnêteté et de fidélité à la charge qui vous incombait et qui exigeait de vous une solidarité avec cette étoffe d'hommes de courage, de compétence et d'honneur, vous avez choisi le silence perfide et de vous ranger du côté des deux délégations anglo-saxonnes qui ont décidé d'interdire à von Sponcek de s'exprimer devant le Conseil de sécurité car il a bravé les interdits en choisissant de respecter scrupuleusement la Charte des Nations unies. Oui Monsieur Annan, sous votre autorité le respect de la Charte des Nations unies est devenu une infraction qui mérite un châtement.

Complexé de la famille Wallenberg

Les atlantistes ont empêché von Sponcek d'étaler la vérité au grand jour devant le Conseil de sécurité tout comme ils ont empêché dernièrement le général soudanais al-Daby (chef de la délégation des observateurs arabes en Syrie) de s'exprimer devant la Ligue arabe et de faire saisir son rapport par le Conseil de sécurité car il mettait en cause le rôle destructeur et criminel que les organisations terroristes jouaient en Syrie. D'ailleurs il existe plusieurs points communs entre les deux cas.

Monsieur Annan,

Vous êtes sans doute impressionné par la trajectoire de vos beaux-parents suédois. Je veux parler de la famille Wallenberg, très puissante dans le domaine de l'industrie, des finances et des banques et qui a donné à la Suède plusieurs personnalités éminentes dont certaines ont eu un rayonnement pan-européen tel l'oncle maternel de madame votre épouse, Raoul Wallenberg et son oncle Jacob. Très probablement c'est la personnalité de Raoul qui vous a le plus intéressé car il était sûrement un homme assez particulier qui a fait preuve d'un courage indéniable durant les derniers jours de la Seconde Guerre mondiale lorsqu'il a exposé sa vie aux grands dangers pour sauver des centaines de juifs en Hongrie et ce avant qu'il ne soit arrêté par les troupes soviétiques le lendemain même de leur entrée en libérateur dans Budapest. D'ailleurs les traces du brave Raoul se sont rangées dans les dossiers des énigmes de la guerre et de l'après-guerre. Tout ce qui a filtré de sa disparition c'est que les soviétiques le considéraient comme un espion états-unien.

C'est tout à fait normal Monsieur Annan que vous sentiez une certaine fierté lorsque vous visitez certaines capitales européennes et que vous vous rendiez à des sites érigés par les communauté juives à la mémoire de Raoul, tout comme à Washington qui lui a délivré le statut de citoyen d'honneur des États-unis, après Winston Churchill. Quant à l'État d'Israël, ou il est aussi citoyen d'honneur, la plaque commémorative en son nom a été placée au cœur même du Mausolée de « Yad Vashem » à la mémoire des victimes de l'holocauste nazi.

Monsieur Annan,

C'est bien dans la nature des choses que ce lien matrimonial qui vous lie à la famille Wallenberg soit à l'origine de votre ascension professionnelle mais est-ce que vous n'auriez pas dû suivre l'exemple de l'oncle de votre épouse en matière de dévouement à son peuple juif et que vous prôniez une attitude ferme contre toutes sortes d'holocauste plutôt que d'y participer, comme vous l'avez fait lors du génocide du peuple irakien.

Oui Monsieur Annan, il s'agit bien d'un holocauste en Irak et d'un génocide, dans le sens juridique du terme tel que qualifié par Marc Bossuyt. Vous êtes partenaire dans la gestion de cet holocauste en Irak. Vous êtes partenaire principal dans cette non-assistance à 550 000 enfants en bas âge en danger de mort. Soyez sûr Monsieur Annan que nous ne sommes pas une copie conforme de nos gouvernements sionistes arabes. Si vous avez le plein droit d'être fasciné par vos beaux-parents sionistes, alors vous pourriez être sûr que cela ne sera jamais notre cas vis-à-vis des sionistes arabes. Ils ne nous fascinent guère, au contraire ils nous dégoûtent.

Il est inutile Monsieur Annan, que vous pensiez, ne serait-ce qu'un laps de secondes, que l'holocauste de la Mésopotamie pourrait échapper indéfiniment à la justice. Cette affaire vous concerne directement du fait de votre position dirigeante à la tête de l'exécutif onusien durant la période du génocide qui avait pour titre « pétrole contre nourriture ». Avec un parcours pareil, on peut se demander si vraiment vous êtes habilité pour apporter une solution pacifique à la crise syrienne actuelle que l'« on » vous a chargé de résoudre.

Pouvez-vous faire à la Syrie une prescription extra-génocidaire qui l'épargnerait de subir le même sort que l'Irak ? ... Très probablement on ne vous a pas choisi pour cela.

Monsieur Annan, vous êtes chez nous aujourd'hui pour servir les projets de ceux-là mêmes qui vous avaient envoyé chez nous hier, du temps de l'holocauste en Irak.

Monsieur Annan, vous êtes aujourd'hui en Afrique pour faire la propagande des Rockfeller. N'est-ce pas le groupe Rockfeller qui finance le projet AGRA de « l'Alliance pour une révolution verte en Afrique » que vous présidez vous-même ?

Quand même Monsieur Annan, un peu de décence vous ferait du bien... Nous n'avons pas perdu notre mémoire et nous nous souvenons bien de vous. Souvenez-vous Monsieur Annan, de la fameuse sagesse d'Albert Camus :

« *Toutes les contraintes du monde ne feront pas qu'un esprit un peu propre accepte d'être malhonnête.* »

[Hassan Hamade](#)

Source

[As-Safir \(Liban\)](#)

[1] Depuis le rapport NSSM 200, rédigé pour le Conseil national de sécurité des États-Unis par Henry Kissinger en 1974, Washington a théorisé l'usage de l'arme alimentaire. Ainsi, les États-Unis ont organisé des famines en Corée du Nord, États avec lequel ils sont toujours en guerre. Plus récemment, en 2007-2008, Washington a utilisé l'arme alimentaire contre la Tunisie et l'Égypte, provoquant ainsi des émeutes de la faim. À moyen terme, celles-ci se sont transformées en soulèvements populaires qui ont été présentés comme des révolutions libérales sous le vocable « printemps arabe ».

[2] [Destruction massive, Géopolitique de la faim](#), par Jean Ziegler, Éd. Seuil, 2001.

[3] Aujourd'hui Conseil des Nations unies pour les Droits de l'Homme

<http://www.voltairenet.org:80/Annan-Genocide-en-Iraq-et-Paix-en>

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

PS : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 [Les militaires, drogués comme des cyclistes ?](#)

Les armées s'inquiètent de pratiques dopantes non seulement de la part des soldats eux-mêmes, mais aussi du commandement.

Les militaires seraient-ils plus dopés que les vainqueurs du Tour de France ? Se bourreraient-ils les narines avec ardeur, protégés par une forme de non-dit ? C'est que... Avec mille précautions de langage et en maniant avec insistance le sous-entendu, la revue de recherche de l'armée de terre *Inflexions* aborde ce sujet tabou dans sa dernière livraison (*), sous le titre "Dopage et conduites dopantes". Les auteurs expliquent curieusement que ce n'est pas vraiment l'institution qui se pose des questions, mais que "beaucoup d'observateurs extérieurs à la défense considèrent comme fréquente l'utilisation de substances dopantes au sein des armées".

Sauf que si les militaires se dopaient, assure l'article, ce ne serait pas pour améliorer des performances sportives, mais pour une meilleure cause : "Les objectifs seraient similaires [à ceux des sportifs] - être plus performant que l'adversaire -, mais à atteindre dans un contexte bien différent, celui de la guerre et du combat." Et de développer cette idée d'une forme de dopage sans doute pas nécessaire, mais pas vraiment inutile non plus : "En temps de conflit, ou dans le contexte de déploiement sur des théâtres d'opérations de haute dangerosité, les questions posées sont plus complexes. L'automédication et l'utilisation de substances dopantes ayant pour but d'améliorer les performances physiques, en particulier musculaires, mentales, ou de maintenir l'éveil et un état de parfaite vigilance, permettent, si le dopage est adapté, de rendre le militaire plus efficace à son poste de combat."

Drogués pour la bonne cause ?

De fait, les militaires peuvent se doper illégalement en se procurant eux-mêmes de l'herbe qui fait rire ou des substances qui font rêver. Pour ne citer que l'exemple du Liban, on sait que l'herbe y est fameuse. Et en [Afghanistan](#), premier producteur d'opium au monde, le commerce n'est pas impossible avec les plus de 100 000 militaires étrangers... Mais les armées elles-mêmes administrent aux combattants diverses médications susceptibles de mieux voir la nuit, de leur faire perdre le besoin de sommeil, ou au contraire de les endormir sur commande, aux heures choisies. Cette réalité est d'ailleurs reconnue, à tel point qu'un texte officiel, l'instruction [N° 744/DEF/DCSSA/AST/TEC relative à l'utilisation de substances modifiant la vigilance en opérations](#), en définit le cadre !

Justifier la prise de substances dopantes

Les militaires édictent dans ce texte leurs ascensions des Alpes et on voit ici que cette définition est très large. "Les types d'opérations militaires pouvant justifier la prise éventuelle de substances qui agissent sur le niveau de vigilance des combattants sont les opérations dites soutenues et les opérations dites continues. Les premières se traduisent par une activité militaire quasi ininterrompue ne permettant aucun sommeil réparateur ; les secondes concernent une activité militaire de plus longue durée n'autorisant qu'une récupération partielle (par exemple : un sommeil diurne, de courte durée et fractionné). À titre d'exemples, on peut citer le fonctionnement 24 heures sur 24 des centres opérationnels pour l'armée de terre, la continuité entre le poste de veille et le poste de combat pour la marine, la mission nucléaire ou le travail au sol en ambiance nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique (NRBC) avec des tenues de protection pour l'armée de l'air". Mais attention, ce n'est pas du dopage. C'est de l'"aide de type pharmaceutique modifiant la vigilance". Nuance...

Gavés de protéines hormonées

Les trois auteurs de l'article - les médecins militaires André-Xavier Bigard et Alexandra Malgoyre et le capitaine Hervé Sanchez - lancent par ailleurs un véritable cri d'alarme sur l'automédication de certains militaires qui se gaveraient de compléments alimentaires (protéines hormonées) utilisés par les culturistes. Ils soulignent par ailleurs l'intérêt de la démarche lancée par les armées pour rationaliser les programmes de préparation physique au combat afin de "rendre inutile la consommation de produits et de substances supposés dopants". Voilà une bonne idée. Car par les temps qui courent, que diront les armées si un militaire dopé sur ordre et dont la santé se serait dégradée les poursuivait devant la justice ? (*) "Le sport et la guerre", *Inflexions n° 19*, La documentation française, 12,00 €, ISSN : 1772-3760 [http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/jean-guisnel/les-militaires-drogues-comme-des-cyclistes-29-02-2012-1436200_53.php?xtor=EPR-6-\[Newsletter-Quotidienne\]-20120229](http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/jean-guisnel/les-militaires-drogues-comme-des-cyclistes-29-02-2012-1436200_53.php?xtor=EPR-6-[Newsletter-Quotidienne]-20120229)

2-2 Julie Lévesque : L'armée des États-Unis entre dans la clandestinité.

Des troupes spéciales déployées partout sur la planète Selon le [Stars and Stripes](#), un média du département de la Défense des États-Unis, le Pentagone se prépare à déployer des troupes d'opérations spéciales dans le monde entier au moment où l'on diminue le nombre d'opérations militaires traditionnelles.

L'initiative est présentée comme un moyen de réduire les frais.

Grâce à cette nouvelle stratégie, les États-Unis remplacent les opérations de théâtre à grande échelle par des opérations militaires clandestines, rentables et de moindre envergure. Cela aboutit inévitablement à la violation de la souveraineté nationale du pays ciblé.

Le chef étasunien du commandement des opérations spéciales, l'amiral Bill McRaven, qui a mené le raid contre ben Laden au Pakistan, a proposé que les troupes quittant les zones de guerre en Irak et en Afghanistan soient redéployées dans des zones « quelque peu négligées durant la décennie centrée sur Al-Qaïda ».

Cela se ferait dans le but de faciliter le lancement de raids par les Forces Spéciales, comme celui qui aurait tué ben Laden, une opération clandestine ayant violé la souveraineté pakistanaise.

[Selon AP](#), le déploiement de commandos « plus près de nouvelles zones de crise remplacera les invasions terrestres comme celles de l'Irak et de l'Afghanistan [...] par des raids d'opérations spéciales laissant peu de traces, ou mieux encore, des raids effectués par des forces locales amies entraînées par les États-Unis, les aidant à combattre, côte à côte, des ennemis mutuels ».

Ces troupes pourraient effectuer des raids, ou seraient probablement davantage appelées à travailler avec des alliés locaux pour leur apprendre à cibler des ennemis régionaux ainsi qu'à promouvoir des relations à long terme, entre soldats, pouvant aider à désamorcer une crise ou un coup éventuels. (Kimberly Dozier, [Special operations expanding as wars recede](#), Associated Press, 27 janvier 2012)

Cela aidera « à désamorcer une crise ou un coup éventuels » ou à les fomenter?

Le but, selon un représentant de la Défense, est d'« augmenter la coopération avec les armées étrangères, de travailler avec elles pour vaincre les menaces locales au lieu de faire porter le poids de ces combats aux États-Unis ».

AP rapporte par ailleurs que « le financement pour les opérations spéciales et la recherche de renseignements augmenteront, puisqu'ils sont tous deux des moyens privilégiés par l'administration Obama pour affronter de nombreuses menaces mondiales après une décennie d'invasions terrestres coûteuses en Irak et en Afghanistan.

Cela signifie essentiellement que l'armée des États-Unis entre dans la clandestinité. Au niveau planétaire.

AP mentionne également que « les commandements des opérations spéciales à l'étranger pourraient aussi servir de cadre pour une coopération accrue entre les agences étasuniennes, fusionnant non seulement les alliés régionaux mais également des agences comme la CIA, le FBI et la Drug Enforcement Administration »

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) et Julie Lévesque

Julie Lévesque a collaboré à ce reportage

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=MON20120201&articleId=29028>

3 Les Brèves

Ndlr : PS : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

Marc

3-1 Belga : Bagdad accuse des pays arabes de faciliter le terrorisme en Irak.

Un haut responsable irakien a accusé des pays arabes, sans les nommer, de faciliter le financement de "groupes terroristes", alors que Bagdad doit accueillir fin mars le prochain sommet arabe.

"Des commerçants de certains pays de la région, avec l'aide de leurs Etats, financent de manière importante des groupes terroristes en Irak.

Les dirigeants de ces pays affirment ne rien savoir sur cette question mais les faits prouvent le contraire", a affirmé le vice-ministre de l'Intérieur Adnane al-Assadi sur la chaîne Iraqiya.

Selon M. Assadi, qui a la haute main sur le ministère de l'Intérieur en l'absence d'un ministre désigné, "des institutions sécuritaires de certains pays de la région sont au courant de ces mouvements financiers et de l'envoi de terroristes mais elles ferment les yeux". Il y a près de trois cents prisonniers arabes, en majorité des Saoudiens, en Irak, selon le ministère de la justice. "Nous avons aussi trouvé que des groupes recevaient de l'argent par le biais de certaines ambassades arabes. Ils reçoivent des bons qu'ils doivent aller encaisser. Cet argent vient de commerçants de ces pays".

Le sommet arabe prévu le 29 mars doit marquer le retour de l'Irak sur la scène arabe. Ce pays n'a plus été l'hôte d'un sommet régulier depuis novembre 1978 et le dernier sommet extraordinaire à Bagdad remonte à mai 1990, quelques mois avant l'invasion du Koweït par Saddam Hussein.

Le sommet annuel de la Ligue arabe a été repoussé à deux reprises en raison des mouvements de contestation.

Belga, vendredi 17 février 2012

<http://www.levif.be/info/actualite/international/bagdad-accuse-des-pays-arabes-de-faciliter-le-terrorisme-en-irak/article-4000045924089.htm>

4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

4-1 Gilles Munier : Tarek Aziz et la mort lente des prisonniers politiques irakiens.

Tarek Aziz, 76 ans, est emprisonné depuis neuf ans. D'abord incarcéré par les Américains au Camp Cropper, il a été livré, en juin 2010, à ses ennemis. Il est depuis dans une cellule de la prison d'Al-Kadimiya, à Bagdad, et condamné à mort. Gravement malade, épuisé par le système carcéral et une grève de la faim, il se meurt lentement faute de médicaments et de soins réguliers. Maître Badie Aref, son avocat irakien, a demandé à plusieurs reprises son hospitalisation à Bagdad ou à l'étranger, sans résultat. En août 2011, il a remis à Nouri al-Maliki un message où Tarek Aziz demandait que son exécution ait lieu « *dès que possible* ».

Tarek Aziz, « Le chrétien »

Tarek Aziz va bientôt mourir. En prison, il est aidé par des co-détenus pour se mouvoir et s'alimenter. Aux dernières nouvelles, il aurait des difficultés pour reconnaître sa femme et sa fille qui vivent à Amman, seules autorisées à le rencontrer une fois par mois. A chaque voyage, elles lui remettent la

douzaine de médicaments qui lui manquent, mais ne peuvent que constater la dégradation de son état de santé.

Nouri al-Maliki et le parti al-Dawa qui ont tenté de l'assassiner, en avril 1980, cherchent leur revanche parce qu'il est pour eux, « *Le chrétien* », celui qui avait convaincu les Occidentaux de la dangerosité du régime de l'ayatollah Khomeiny. Ils ne lâcheront pas leur proie. Depuis 2003, des tueurs pro-iraniens ont éliminé la plupart des pilotes de chasse qui ont bombardé l'Iran ainsi que les ingénieurs chargés des tirs de missiles.

En France, parmi ceux qui ont connu Tarek Aziz, très peu sont intervenus en sa faveur. Espérons que le documentaire du Père Jean-Marie Benjamin (*lire ci-dessous**) qui lui est consacré, primé... aux Etats-Unis (!), réveillera les consciences endormies des hommes politique qui se pressaient pour le rencontrer à Bagdad, ou lors de ses passages à Paris.

Leur vie est un enfer

Les autres prisonniers politiques incarcérés à Al-Kadimiya ne sont pas mieux lotis, d'autant qu'ils sont peu ou pas connus à l'étranger. Citons en trois, sur la liste des 55 dignitaires irakiens les plus recherchés par le Pentagone en 2003 :

Saadoun Shaker, ministre de l'Intérieur (1979-1987), a eu plusieurs crises cardiaques. Il s'était retiré depuis longtemps de la vie politique. Il a quand même été condamné à mort « *pour avoir réprimé des partis religieux* », alors que cette responsabilité n'était pas de son ressort mais de la compétence de services dépendant du président Saddam Hussein.

Mohamed Mehdi Saleh, ancien ministre du Commerce, arrêté par la CIA en avril 2003, a pratiquement perdu la vue, faute aussi de soins. Son dossier est vide, mais il était en poste quand des commerçants chiites se livrant au marché noir pendant l'embargo, ont été pendus. Il n'a rien à voir avec leur arrestation et encore moins avec leur exécution. La Cour de cassation a ordonné, il a 8 mois, sa libération : il ne l'est toujours pas été.

En avril 2003, les Marines avaient présenté comme une victoire l'arrestation de Hikmat al-Azzaoui, ancien ministre des Finances, 8 de carreau du jeu de cartes de Donald Rumsfeld. Il est mort à 79 ans à l'hôpital de la prison d'Al-Kadimiya, le 27 janvier dernier, faute de soins dans l'indifférence générale. En octobre 2011, Nouri al-Maliki s'en est pris aux cadres intermédiaires du parti Baas, après que le CNT libyen lui a remis une liste de « *comploteurs* » trouvée au siège des services secrets du colonel Kadhafi. Plus de 600 Irakiens ont été aussitôt arrêtés dans tout le pays, ainsi que 140 professeurs de l'université de Tikrit. D'autres arrestations ont suivies. Les « *comploteurs* » ont été emprisonnés, pour la plupart, dans des camps ou des prisons secrètes. Leur vie est un enfer.

Invitation : « Tarek Aziz : L'autre vérité » (63'), réalisé par le Père Jean-Marie Benjamin, a obtenu le prix 2011 du meilleur documentaire au Festival du film de *Silent River* (Irvine, Californie). Il sera projeté en exclusivité à Paris, le jeudi 15 Mars, à 18 heures, au Studio des Ursulines (10, rue des Ursulines - RER Luxembourg) en présence du réalisateur. Entrée libre.

Présentation du documentaire :

<http://www.youtube.com/watch?v=FmFnxxRD2Ag>

Sur le même sujet, lire aussi :

Appel lancé en mars 2005, pour demander la libération de Tarek Aziz (liste des signataires)

<http://www.france-irak-actualite.com/article-liberez-tarek-aziz-et-ses-compagnons-59876428.html>

Bulletin de santé de Tarek Aziz (*clinique du Camp Cropper* – 26/1/10)

<http://www.france-irak-actualite.com/article-tarek-aziz-etat-de-sante-45332733.html>

« Tarek Aziz... connais pas ! »

http://www.france-irak-actualite.com/pages/Tarek_Aziz_connaiss_pas_Bakchichinfo_20508-1982322.html

Tarek Aziz, l'homme qui en sait trop

Samedi 10 mars 2012

<http://www.france-irak-actualite.com/pages/tarek-aziz-l-homme-qui-en-sait-trop-juin-2008--1982315.html>

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

5-1 John Pilger : Il est temps que nous reconnaissons la criminalité du gouvernement de Blair.

Dans le théâtre kabuki de la politique parlementaire britannique, les grands crimes ne sont pas commis et les criminels courent en liberté. Il s'agit bien de théâtre après tout ; ce sont les pirouettes qui comptent, et non pas des actions décidées en déconnexion, à la fois géographique et culturelle, avec leurs conséquences. C'est un dispositif sécurisé, protégé aussi bien par les acteurs que par la critique. Le discours d'adieu de l'un des plus malins de ces gens, Tony Blair, « était profondément imprégné d'un sens de conviction morale », s'épanchait alors le présentateur de télévision Jon Snow, comme si le charme que Blair exerçait aux adeptes du kabuki était mystique. Le fait qu'il était un criminel de guerre n'était en rien pertinent.

La manière dont on a étouffé les crimes de Blair et de ses administrations est décrite dans un livre de Gareth Peirce intitulé *Dispatches from the Dark Side : on torture and the death of justice*, publié en version de poche ce mois-ci par les éditions Verso. Peirce est l'avocate des droits de l'Homme la plus distinguée de Grande-Bretagne ; sa poursuite de dénis de justice infâmes et sa recherche de justice pour les victimes de crimes gouvernementaux, tels que la torture et l'extradition, restent inégalées. Son compte-rendu de ce qu'elle appelle le « pandémonium moral et légal » au lendemain du 11 septembre, est exceptionnel dans le sens où, en s'appuyant sur les mémoires de Blair et Alistair Campbell, des procès-verbaux du Cabinet et des dossiers du MI6, elle leur applique la règle de droit.

Des avocats de la trempe de Peirce, Phil Shiner et Clive Stafford-Smith ont permis que la mise en accusation de puissances dominantes ne soit plus un tabou. Ainsi Israël, l'homme de main des États-Unis, est maintenant largement reconnu comme l'État le moins respectueux du droit au monde. Des personnes comme Donald Rumsfeld, à l'instar de George W. Bush et Blair, évitent dorénavant les pays, au-delà des frontières, où la loi règne.

Étalant ses sinécures de « pacification » et de « développement » qui lui permettent d'ajouter à la fortune accumulée depuis son départ de Downing Street, Blair voyage en avion ici et là, tel une pie, avec pour destinations habituelles les cheikhats du Golfe, les États-Unis, Israël et des havres de sécurité comme la petite nation africaine du Rwanda. Depuis 2007, Blair a rendu sept visites dans ce pays, où il a accès à un jet privé fourni par le président Paul Kagame. Le régime de Kagame, dont les opposants ont été réduits au silence brutalement au moyen de fausses accusations, est « innovant » et un « leader » en Afrique, selon Blair.

Le livre de Peirce accomplit l'impossible avec Blair : il arrive à choquer. Quand elle remonte aux sources « des thèses injustifiables, de la belligérance débridée, de la falsification et d'un irrespect délibéré des lois » qui ont mené aux invasions de l'Afghanistan et de l'Irak, elle identifie l'offensive de Blair sur les musulmans comme étant à la fois criminelle et raciste. « Il fallait neutraliser par tous les moyens possibles, et de manière définitive, toute personne suspectée de tenir des opinions [islamistes]... dans le langage de Blair, un « virus » devant être « éliminé » et nous poussant à « une myriade d'interventions vigoureuses dans les affaires d'autres nations [sic] ». » Des communautés entières ont été réduites à des « taches de couleur » constellant un tableau sur lequel le Napoléon du parti travailliste s'attèlerait à « la réorganisation du monde ».

Le concept même de guerre a été détourné de son sens véritable pour devenir la logique de « nos valeurs contre les leurs ». Les réels coupables des attaques du 11 septembre, pour la plupart des Saoudiens entraînés à piloter en Amérique, ont été oubliés en cours de route. Tant s'en faut, les « taches de couleur » se sont révélées provenir du sang d'innocents – d'abord en Afghanistan, pays des pauvres entre les pauvres. Il n'y avait pas d'Afghans parmi les membres d'Al-Qaïda ; au contraire, on pouvait noter un ressentiment mutuel entre les uns et les autres. Mais cela n'importait pas. Une fois les bombardements commencés le 7 octobre 2001, des dizaines de milliers d'Afghans ont été châtiés par la famine au moment où le Programme alimentaire mondial retirait son aide à l'aube de l'hiver. Dans un village dévasté, Bibi Mahru, j'ai été témoin des conséquences d'une bombe de « précision » Mk82 :

l'oblitération de deux familles, dont huit enfants. « Tony Blair, » a écrit Alistair Campbell, « a dit qu'ils devaient être conscients que nous les ferions souffrir s'ils ne nous présentaient pas Oussama Ben Laden.

»

Le personnage grotesque d'Alastair Campbell était déjà à l'œuvre en train de concocter une autre menace en Irak. La guerre qui a suivi « a donné jusqu'à » entre 800 000 et 1.3 millions de morts, d'après le Centre d'Etudes Internationales du MIT [\[i\]](#) : des chiffres qui dépassent les estimations de l'Université de Fordham pour le nombre de victimes du génocide au Rwanda.

Et pourtant, écrit Peirce, « les fils de courriers électroniques, de communiqués internes du gouvernement ne révèlent aucune dissension ». Des séances d'interrogations qui comportaient de la torture venaient d'« instructions expresses... de ministres du gouvernement ». Le 10 janvier 2002, le ministre des affaires étrangères Jack Straw a contacté par courrier électronique ses collègues leur informant que l'envoi de citoyens britanniques au camp de Guantanamo représentait « le meilleur moyen d'atteindre nos objectifs de contre-terrorisme ». Il a rejeté « l'unique alternative du rapatriement au Royaume-Uni ». (Plus tard nommé « Secrétaire d'État à la Justice », Straw s'est débarrassé de procès-verbaux incriminants du Cabinet au mépris de l'avis du commissaire à l'information [\[ii\]](#)). Le 6 février 2002, le ministre de l'Intérieur David Blunkett a fait remarquer qu'il ne montrait « aucun empressement à voir qui que ce soit retourner [de Guantanamo] au Royaume-Uni ». Trois jours plus tard, le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères Ben Bradshaw a écrit : « Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour éviter que les détenus soient rapatriés au Royaume-Uni. » Or pas une seule des personnes en question dans leurs propos n'avait été accusée ; la plupart avaient été vendues en tant que primes aux Américains par des chefs de guerre afghans. Peirce décrit encore comment des officiels du ministère des Affaires étrangères, antérieurement à une inspection du camp de Guantanamo, ont « vérifié » que les prisonniers britanniques étaient "traités humainement" alors que c'était tout le contraire.

Noyé dans ses mésaventures et ses mensonges, à l'écoute uniquement des berceuses de son dirigeant sur sa "sincérité", le gouvernement travailliste n'a consulté personne qui dise la vérité. Peirce cite l'une des sources les plus sûres, le *Conflicts Forum*, un site tenu par l'ex-officier des services de renseignement britanniques Alastair Crooke, qui considère qu'« isoler et diaboliser des groupes [islamiques] qui jouissent de soutien sur le terrain y a pour effet de renforcer le point de vue selon lequel l'Occident comprend seulement le langage de la puissance militaire ». En niant délibérément cette vérité, Blair, Campbell et leurs perroquets ont semé les graines des attaques du 7 juillet à Londres.

Aujourd'hui, un autre Afghanistan et un autre Irak s'annoncent en Syrie et en Iran, peut-être même une guerre mondiale. Une fois encore, il se trouve des voix, comme celle d'Alastair Crooke, pour tenter d'expliquer à des médias assoiffés d'« intervention » en Syrie que la situation de guerre civile dans ce pays requière des négociations intelligentes et patientes, et non les provocations du SAS britannique et des habituels exilés soudoyés qui montent dans le cheval de Troie anglo-américain.

Source originale : [John Pilger](#)

[John Pilger http://resistance71.wordpress.com/](http://resistance71.wordpress.com/)

Traduit de l'anglais par T.K. pour Investig'Action

Source : michelcollon.info

6 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

6-1 L'ex géôlière bourreau d'Abou Ghraïb ne regrette pas ses actes

L'ex-militaire Lynndie England, symbole du scandale de la prison irakienne d'Abou Ghraïb en 2004 qui avait gravement terni l'image des États-Unis, a dit n'éprouver aucune compassion pour ses victimes.

Dans un entretien à The Daily, elle a été interrogée quelques jours après la tuerie de 16 civils afghans dont est accusée un sergent américain et qui constitue selon le magazine, un événement susceptible de marquer une rupture en Afghanistan, comme Abou Ghraïb l'avait été pour la guerre en Irak.

Dans cet entretien, Lynndie England, mère célibataire, sans emploi, aujourd'hui âgée de 29 ans, a été radiée de l'armée après une condamnation à trois ans de prison pour les sévices pratiqués sur des prisonniers irakiens est revenue vivre chez ses parents en Virginie-Occidentale.

Elle apparaît comme aigrie et sans remords vis-à-vis des prisonniers irakiens qu'elle a maltraités."

Ils n'étaient pas innocents. Ils essaient de nous tuer et on voudrait que je leur présente des excuses? C'est comme si l'on demandait pardon à l'ennemi", assure-t-elle.

En 2004, la photo de la jeune femme de 22 ans, souriant devant un prisonnier irakien nu et tenu en laisse, avait fait le tour du monde. On la voyait sur d'autres clichés, l'air inexpressif sous ses cheveux noirs coupés au carré, poser devant des détenus entravés, menacés par des chiens ou empilés comme des objets. Le président George W. Bush a reconnu que le scandale a "couvert de honte" les Etats-Unis et constitué la "plus grosse erreur" des Américains en Irak, que les forces américaines ont quitté fin 2011. Lynndie England, à qui l'armée manque, raconte "envoyer des lettres de candidatures partout" mais ne peut même pas trouver d'emploi "chez McDonald's ou Burger King" en raison de son casier judiciaire. Son seul regret exprimé est que les photos d'Abou Ghraïb aient entraîné la mort d'Américains dans des représailles. Mais ce n'est pas tant ses actes que la publicité faite à ces images qu'elle déplore: "J'y pense tout le temps, à ces morts que j'ai indirectement causés. Perdre des gens de notre côté parce que j'apparais sur une photo".

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=13&frid=13&eid=55569>

6-2 Glen FORD : Guerres impérialistes: le pays du goulag levant (USA) et la France arrogants dans la défaite.

Obama et Sarkozy : l'attitude des impérialistes face à leurs défaites (Black Agenda Report)

A leur manière dépravée et inimitable, les gouvernements français et américains ont insulté deux millions de morts algériens et irakiens, sans un mot pour les victimes. La France est restée très silencieuse sur sa défaite en Algérie, il y a 50 ans, tandis que le président américain débitait des mensonges éhontés sur la guerre en Irak en omettant de reconnaître la défaite des Etats-Unis ou les morts irakiens.

Il y a 50 ans, les Français ont reconnu leur défaite dans leur guerre contre l'indépendance de l'Algérie, par la signature d'un cessez-le-feu officiel. Le gouvernement de Nicolas Sarkozy a dit qu'il n'organisait pas de cérémonies officielles parce que la commémoration rouvrirait « *des blessures profondes d'une page douloureuse de l'histoire récente de la France.* » Car il ne s'agit que des Français, voyez-vous – de « *leur* » douleur d'avoir été battus par le peuple qu'ils avaient soumis et traité comme une forme de vie inférieure depuis 132 ans ; « *leur* » douleur face à leur défaite en tant que puissance impériale, pas celle des Algériens qui ont perdu un million d'hommes, de femmes et d'enfants dans leur lutte pour l'indépendance.

Cette semaine marque aussi le 9ème anniversaire de l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis. Les Américains n'ont, bien entendu, jamais admis leur défaite – bien que la défaite soit la seule raison du retrait des troupes du pays. Le Président Barack Obama a respecté, avec beaucoup de réticences, l'accord sur le retrait des troupes que les Irakiens ont imposé au Président George Bush en novembre 2008, lorsqu'il devint évident que la guerre d'agression des Etats-Unis avait échoué.

Obama fut encore moins élégant dans la défaite que le président français Sarkozy, qui a eu au moins la décence de se taire. En proclamant le 19 mars « journée nationale de l'Honneur », Obama a salué « *le courage inébranlable et l'engagement sans faille* » des troupes US qui ont combattu « *ped à ped pour aider le peuple irakien à saisir une chance pour un avenir meilleur.* » D'autres obscénités et mensonges éhontés sont sortis de la bouche d'Obama, tandis que le Président reprenait à son compte les grands crimes de George Bush contre la paix mondiale et son holocauste contre le peuple irakien. « *La guerre a laissé des blessures parfois invisibles, mais qui ne guériront jamais,* » a dit Obama – parlant, bien sûr, uniquement des blessures subies par les Américains, tout comme Sarkozy a parlé uniquement de la douleur des Français. Voyez-vous, l'anniversaire de l'invasion d'un pays par les Etats-Unis ne concerne que les Américains, les 4500 Américains morts, à qui Obama a dit « *nous avons une dette envers vous que nous ne pourrions jamais effacer.* » Aucune mention de la dette de sang envers plus d'un million de morts Irakiens, hommes, femmes et enfants, dont le pays, jadis un des plus avancés du monde arabe, fut littéralement détruit par les Etats-Unis, et qui espèrent ne plus jamais revoir un uniforme américain. Que valent un million de morts algériens aux yeux des Français ? La même chose qu'un million de morts irakiens morts aux yeux des Etats-Unis : ils ne valent même pas la peine d'être mentionnés.

Il n'y a pas de mot pour décrire la turpitude morale absolue des impérialistes, la banalité de leurs génocides, leur narcissisme sans bornes et leurs gémissements d'auto-apitoiement pour les quelques rares victimes dans leurs propres rangs au cours de leur course à la destruction globale.

Les Américains et les Européens occidentaux ne regrettent rien sinon leurs propres défaites dans la guerre de 500 ans qu'ils mènent contre les peuples basanés de la terre. Ils ont annihilé et réduit à l'esclavage des continents entiers, et osent appeler ça la civilisation. Leur seul regret ne concerne que la perte récente de leur domination absolue sur l'espèce humaine dont ils sont encore convaincus de faire partie de la couche supérieure. C'est dans des moments comme celui-ci, lorsque les gouvernements français et américain révèlent les signes de leur dégénérescence, que se confirme la corrélation étroite qui existe entre racisme et impérialisme, et la nécessité de les éliminer une bonne fois pour toutes.

Glen Ford

Le 26 Mars 2012

<http://www.legrandsoir.info/obama-et-sarkozy-l-attitude-des-imperialistes-face-a-leurs-defaites-black-agenda-report.html>

Traduction "allo, maman bobo, mon B52 a une fuite d'huile" par VD pour le Grand Soir avec probablement les fautes et coquilles habituelles.

<http://blackagendareport.com/content/obama-and-sarkozy-how-i...>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19